



**PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-094-2022-07

PUBLIÉ LE 28 JUILLET 2022

Sommaire

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France / Service accompagnement et pilotage

IDF-2022-07-28-00002 - Décision n° DRIEAT-IDF-2022-0807 du 28 juillet 2022 portant subdélégation de signature en matière administrative (16 pages)

Page 3

Rectorat de l'académie de Versailles /

IDF-2022-07-27-00029 - portant délégation de signature **??** au titre du contrôle de légalité des actes des établissements **??** publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Île-de-France, **??** dans le ressort de l'académie de Versailles (2 pages)

Page 20

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France

IDF-2022-07-28-00002

Décision n° DRIEAT-IDF-2022-0807 du 28 juillet
2022 portant subdélégation de signature en
matière administrative



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Décision n° DRIEAT-IDF 2022-0807
portant subdélégation de signature en matière administrative**

La directrice régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu le décret n° 91-393 du 25 avril 1991 portant dispositions statutaires applicables au corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 modifié relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2005 relatif à la réception des moteurs destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers en ce qui concerne les émissions de gaz et de particules polluants ;

21/23, Rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État ;

Vu l'arrêté du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris n° IDF-03-29-00020 du 29 mars 2021 portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIEAT-IDF n° 2021-0005 du 1^{er} avril 2021 portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n° IDF-2022-07-19-00005 du 19 juillet 2022 du préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris, portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu l'arrêté n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 du préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris, portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire et de commande publique ;

Vu l'arrêté du préfet de Paris n° 75-2022-07-19-00005 du 19 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du préfet des Hauts-de-Seine n° PCI 2022-027 du 19 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté de la préfète du Val-de-Marne n° 2002/02608 du 21 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2022-2076 du 27 juillet 2022 du préfet de la Seine-Saint-Denis donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Sur proposition de l'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage,

Décide

ARTICLE 1^{er} : Attributions générales des directeurs adjoints et de l'adjoint à la directrice

Subdélégation est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale de l'État, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, Mme Claire GRIZEZ, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe en charge de l'eau et du développement durable, M. Alain MONTEIL,

ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France, M. Jean-Marc PICARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, chargé de l'énergie des risques et de la nature, M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, M. Hervé SCHMITT, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de l'aménagement durable et des transports et M. Pascal HERITIER, ingénieur de l'industrie et des mines hors classe, adjoint à la directrice, chargé du pilotage, pour les matières relevant des articles 4 à 18.

ARTICLE 1 bis : Suppléance

Subdélégation est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale de l'État, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, Mme Claire GRISEZ, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe en charge de l'eau et du développement durable, M. Alain MONTEIL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France, M. Jean-Marc PICARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité et M. Hervé SCHMITT, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur général et interdépartemental adjoint en charge de l'aménagement durable et des transports, pour signer, en cas d'absence prolongée de Mme Emmanuelle GAY, les arrêtés, décisions et pièces relevant des attributions de la direction.

ARTICLE 2 : Cabinet de la direction, sécurité défense, communication, stratégie et projets immobiliers

■ Le Cabinet de la direction

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de ses attributions, à Mme Nadia BELLIL, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables, directrice de cabinet de la direction, pour le fonctionnement du cabinet.

■ La mission sécurité-défense

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, et à M. Vincent GOETZ, personnel non titulaire de catégorie A, chef de la mission sécurité défense.

■ Le service communication

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de ses attributions, à Mme Stéphanie CARVALHEIRO, personnel non titulaire de catégorie A, directrice du service communication, à Madame Magali MAUGER, son adjointe, personnel non titulaire de catégorie A, ainsi qu'à M. Robin LEROY, attaché principal d'administration de l'État, chargé de la mission communication placé auprès de la direction des routes d'Île-de-France.

■ Stratégie et projets immobiliers

Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de ses attributions, à M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l'État en chef, directeur de la stratégie et des projets immobiliers.

ARTICLE 3 : Gestion et conservation du domaine public routier national et du domaine privé qui s’y rattache, exploitation des routes et opérations domaniales (acquisitions foncières et expropriations)

- Direction des routes Île-de-France (DiRIF)

1. Subdélégation de signature est accordée à M. Alain MONTEIL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d’Île-de-France et, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Jérôme ROQUES, attaché d’administration de l’État hors classe, directeur-adjoint des routes d’Île-de-France ;
- M. Marc CROUZEL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur adjoint territorial des routes d’Île-de-France ;
- M. Emmanuel RIMOUX, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service de modernisation du réseau de la direction des routes d’Île-de-France ;
- Mme Fanny CHANTRELLE, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, adjointe au responsable du service de modernisation du réseau de la direction des routes d’Île-de-France ;
- M. Frédéric ROCHER-LACOSTE, ingénieur en chef des travaux publics de l’État, responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d’Île-de-France ;
- M. Claude STREITH, ingénieur divisionnaire des travaux public de l’État, adjoint au responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d’Île-de-France ;
- M. Hervé ABDERRAHMAN, ingénieur hors classe des travaux publics de l’État, responsable du service du trafic et des tunnels de la direction des routes d’Île-de-France ;
- Monsieur Jean-François TARISTAS, ingénieur en chef des travaux publics de l’État, chef de la mission de la politique et des moyens de l’exploitation de la direction des routes d’Île-de-France.

2. Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service de la modernisation du réseau :

-
- M. Guillaume BENNET, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l’État, responsable du département de modernisation du réseau Sud-Ouest ;
- M. Eric VILBE, ingénieur des travaux publics de l’État hors classe, responsable du département de modernisation du réseau Nord-Est, et son adjointe, Mme Florence DERUMIGNY, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l’État ;
- M. Davy PRYBYLA, ingénieur en chef des travaux publics de l’État, responsable du département des projets olympiques, et son adjoint, M. Anthony MITRANO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l’État ;
- M. Christophe DESNOUAILLES, ingénieur en chef des travaux publics de l’État, responsable du département des études générales et des voies réservées ;
- Mme Louise DEVRIES, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l’ingénierie de la modernisation du réseau ;
- Mme Micheline LEHOUX, attachée d’administration de l’État, responsable du bureau des affaires foncières, et son adjointe Mme Sophie MOZER, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- M. Alexandre PICARD, attaché d’administration de l’État, responsable du bureau programmation, gestion et ordonnancement ;

■ pour le service de la gestion patrimoniale du réseau :

- M. Guillaume DAMIEN, ingénieur en chef des ponts des eaux et des forêts, responsable du département ouvrages d’art et son adjoint et chef de l’unité technique ouvrages d’art, M. Fernando DIAS, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l’État ;
- M. Victor MARTINET, ingénieur des travaux publics de l’État, chef de l’unité gestion centralisée ouvrages d’art, et son adjoint M. Thomas GODEFROY, ingénieur des travaux publics de l’État ;
- M. Olivier SIGAULT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Sud-Ouest de l’unité gestion centralisée ouvrages d’art ;
- M. Arnaud JESTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du

- Pôle Nord-Est de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art ;
- Mme Pascale BLATNIK, ingénieure hors classe des travaux publics de l'État, responsable du département des techniques de la route, et ses adjoints, M. Serge CRISCIONE, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, et M. Benjamin FOUCHARD, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Dominique LE DUFF, technicien supérieur en chef du développement durable, adjoint au chef de l'unité équipements du département des techniques de la route ;
- Mme Marie SAULGEOT, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département politique et programmation routières ;
- Mme Laura SAPATEIRO, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité programmation, politiques techniques et qualité, et son adjoint, M. Arnaud IFFLY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Pascal GIRARD, ouvrier des parcs et ateliers, chef de l'unité gestion budgétaire et administrative, et son adjointe, Mme Gwenaëlle COSMAO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure ;

■ pour le service du trafic et des tunnels :

- M. Stéphane GOUDEAU, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de l'ingénierie et de la modernisation des équipements et des tunnels, et son adjoint M. Martial DUMONT, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Pierre-Baptiste DELPUECH, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l'exploitation du trafic et des tunnels, et ses adjoints, Mme Michèle MARLIÈRE, personnel non titulaire de catégorie A, et M. Olivier NALIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts ;
- M. Abel BENOIT ROSARIO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chargé de mission sécurité du réseau ;
- M. Alexandre ROSSI, attaché d'administration de l'État, chef de l'unité observatoire et ingénierie du trafic, et son adjoint M. Marc RIVIERE, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- M. Marc KOENIG, ouvrier des parcs et ateliers, chef du centre coordination trafic, et M. David THOMACHOT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du pôle gestion de crises routières et chantiers, adjoints au chef de l'unité coordination du trafic et information routière ;
- M. Erwan LE PRIOL, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de l'unité politique de maintenance et de modernisation ;
- Mme Caroline LORENZ, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité informatique et réseaux centraux, et son adjoint, M. David QUINTANS, ouvrier des parcs et ateliers ;
- M. Hassan BELKACEM, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Nord, et ses adjoints, M. Philippe THULLIER, et M. Michaël LEGAIT, ouvriers des parcs et ateliers ;
- Mme Camille REMY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Ouest, et ses adjoints, M. Jean Abdoulla GOULAM, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Marius JEAN, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ; M. Jérôme TEMPERAULT, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Boulogne et M. Alain FALH, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Nanterre ;
- Mme Emmanuelle LE ROY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Sud, et ses adjoints M. Robert TOUATI, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Julien PROUST, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- M. Thomas LESURQUE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Est, et ses adjoints, M. Laurent MOUSSEUX, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Jean-Pierre SULLY, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Ouest :

- M. Michel PERREL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable de

l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Ouest , et son adjointe Mme Julie COHEN-SOLAL, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État;

- M. Jean-Michel KIFOURI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) ;
- M. Yohan POLDRUGOVAC, technicien supérieur principal du développement durable, responsable par intérim de l'unité d'exploitation de la route de Boulogne ;
- Mme Pauline MATHEVET, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Jouy-en-Josas, et son adjoint M. Marc HELARY, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- Mme Catherine CHAUVET, personnel non titulaire sous règlement intérieur local, responsable par interim de l'unité d'exploitation de la route de Nanterre ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Est :

- M. Adrien PUGES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Est ;
- M. Claude GRUMELART, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) et son adjointe Mme Claudine GALLACCIO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle ;
- M. Patrice DEGLA, technicien supérieur du développement durable, adjoint au responsable de l'unité d'exploitation de la route de Brie-Comte-Robert ;
- Mme Emanuèle FRITSCH, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Champigny ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Sud :

- M. Patrice MORICEAU, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Sud, et son adjoint M. Moustapha SAVANE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christian LABILLE, ouvrier des parcs et ateliers, responsable du bureau de gestion administrative et de la route ;
- M. Ludovic CADET, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Chevilly-Larue ;
- M. Denis PRUDHOMME, technicien supérieur en chef du développement durable, et M. Eric OGÉ, technicien supérieur en chef du développement durable, adjoints au responsable de l'UER d'Orsay-Villabé ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Nord :

- M. Thomas WALLISER, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord, et son adjoint M. Jean-Baptiste DE CAGNY, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts ;
- M. Juan-Manuel MARTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) ;
- Mme Jocelyne SANDJAKIAN, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du pôle contentieux et gestion du domaine public ;
- M. Jean-Willem LALLEMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Saint-Denis ;
- M. Régis MENDOLA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route d'Eragny, et son adjointe Mme Isabelle KERSON, technicienne supérieure en chef du développement durable.

ARTICLE 4 : Sécurité des transports et des véhicules

■ pour le service sécurité des transports et des véhicules

Subdélégation de signature est accordée à M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions

de défense et de sécurité, responsable du service sécurité des transports et des véhicules et son adjointe Mme Odile SÉGUIN, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, ainsi que, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Arnaud DEMAY, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du département de la sécurité des transports fluviaux, et son adjointe Mme Soledad SCARON, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Valérie GOUDEAU, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de la sécurité des transports guidés, et son adjoint M. Thomas THIEBAUT, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Nathalie ALEXANIAN, attachée principale d'administration de l'État, responsable du département sécurité, éducation et circulation routières, et son adjoint, M. René ALBERTI, attaché d'administration de l'État ;
- M. Jean-François FRATINI, attaché principal d'administration de l'État, responsable de l'unité sécurité et éducation routières du département sécurité, éducation et circulation routières ;
- M. Moussa BELOUASSAA, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du département régulation des transports routiers ;
- M. David RECOQUILLON, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au responsable du département régulation des transports routiers ;
- Mme Sadia KHELIFI, ingénieure divisionnaire d'études et de fabrications, responsable de la division gestion du département régulation des transports routiers et son adjointe Mme Véronique BALLATOUR, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle ;
- Mme Laurence MURZEAU, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité gestion des titres de la division gestion ;
- M. Christophe DEPRUGNEY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l'unité du registre des voitures de transport avec chauffeur et adjoint à la responsable de l'unité gestion des titres de la division gestion ;
- M. Jacques LAURENT, attaché d'administration de l'État, responsable de la division contrôle du département régulation des transports routiers et son adjoint M. Hugues NOLLET, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Yves SCHOEFFNER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du département homologation et surveillance des véhicules.

ARTICLE 5 : Aménagement durable

■ pour le service aménagement durable :

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Muriel BENSAID, attachée d'administration de l'État hors classe, responsable du service aménagement durable, Mme Ghislaine BORDES, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, son adjointe, et, pour ce qui concerne les dispenses d'agrément des locaux d'activités, à Mme Elvira MELIN, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable de la mission immobilier d'entreprise et, à son adjointe, Mme Sabine FOURNET, ingénieure des travaux publics de l'État.

ARTICLE 6 : Politique des transports

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service politique des transports :

- M. Alexandre ANACHE, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service politique des transports, M. François PLOQUIN, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, adjoint au responsable du service et responsable du département des mobilités et de la logistique, et M. Denis LAISNEY, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, adjoint au responsable de service et responsable du département transports urbains ;

ARTICLE 7 : Politiques de l'eau et des milieux aquatiques

1. - Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service politiques et police de l'eau :

- Mme Isabelle KAMIL, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts responsable du service politiques et police de l'eau, Mme Caroline LAVALLART, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, adjointe au responsable du service politiques et police de l'eau et responsable de la mission stratégie eau et planification, M. Laurent TELLECHEA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, adjoint de la responsable de service ;
 - pour signer et accomplir les actes suivants, en qualité de délégué du bassin Seine-Normandie :
 - Saisir et convoquer au nom du préfet de la région d'Île-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, le comité de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie ;
 - Signer, au nom du préfet de la région d'Île-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, tous les arrêtés et décisions concernant le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie et la fixation des limitations de pêche selon les modalités fixées par ledit plan de gestion ;
 - Saisir le comité de bassin Seine-Normandie pour avis sur les projets de périmètres de schémas d'aménagement et de gestion des eaux, les projets de schémas d'aménagement et de gestion des eaux et les projets de délimitation de zones vulnérables à la pollution par les nitrates ;
 - Représenter, en application de l'article R. 212-30 du code de l'environnement, le préfet coordonnateur du bassin Seine Normandie dans les Commissions locales de l'eau des SAGE du bassin ;
 - Saisir, en application de l'article R. 566-11 du code de l'environnement, le comité de bassin pour avis sur les documents relatifs à la mise en œuvre de la Directive Inondation ;
 - Signer au nom du préfet de la région Île-de-France, préfet coordinateur du bassin Seine-Normandie, toutes les décisions d'habilitation des organismes pour la réalisation des diagnostics sur site de dispositifs métrologiques utilisés pour le calcul des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollution non domestique de l'eau perçues par les agences de l'eau.

2. - Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Isabelle KAMIL, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service politiques et police de l'eau, Mme Caroline LAVALLART, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, adjointe au responsable du service politiques et police de l'eau et responsable de la mission stratégie eau et planification.
 - Pour signer, au titre de la Mission Interdépartementale Inter-services de l'eau et de la nature, tous les actes ou décisions liés au fonctionnement et à la mise en œuvre des actions de la Mission Interdépartementale Inter-services de l'eau et de la nature de Paris et de la proche couronne.
- Mme Isabelle KAMIL, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service politiques et police de l'eau, Mme Véronique NICOLAS, ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, responsable du département instruction loi sur l'eau, et son adjointe, Mme Julie FAURE, attachée principale d'administration de l'État, et Mme Chloé CANUEL, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité Marne Seine amont ;

ARTICLE 8 : Connaissance et développement durable

■ pour le service connaissance et développement durable :

- M. Enrique PORTOLA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service connaissance et développement durable, et ses adjoints, M. Jérôme AYACHE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, et Mme Anastasia WOLFF, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts ;

ARTICLE 9 : Décisions en Île-de-France au titre de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas mentionnée au premier alinéa du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement pour les projets (articles L.122-1, L.122-2, L.512-7-2 et R.122-2, R.122-3, R.122-3-1 du code l'environnement)

Pour signer les actes suivants :

- les récépissés de dépôt, les courriers de demande de compléments, d'accusé de réception, de demande de contribution aux services experts, les décisions portant obligation ou non, de réaliser une évaluation environnementale, les réponses aux recours administratifs préalables rendus dans le cadre de la procédure d'examen « au cas par cas » conformément aux dispositions de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Subdélégation de signature est accordée à :

- M. Enrique PORTOLA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service connaissance et développement durable, et ses adjoints, M. Jérôme AYACHE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, et Mme Anastasia WOLFF, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts ;
- M. François BELBEZET, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, chef du département évaluation environnementale du service connaissance et développement durable, et ses adjoints, M. Médhy BROUSSILLON, attaché d'administration de l'État et Mme Anne-Laure VERNEIL, personnel non titulaire de catégorie A ;
- Mme Agnès COURET, ingénieure hors classe de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale de Seine et Marne, et ses adjointes, Mme Kim LOISELEUR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines et Mme Clémence JAHANGIR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Delphine DUBOIS, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale des Yvelines, et son adjointe, Mme Marielle MUGUERRA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Patrick POIRET, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale de l'Essonne, et son adjointe, Mme Sophie PIERRET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Nadia HERBELOT, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines et M. Sofiène BOUIFFROR, administrateur de l'État, directeurs-adjoints de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- M. Laurent CONDOMINES, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis et ses directeurs-adjoints, M. André COUBLE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, et M. Olivier ASTIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Jérôme WEYD, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, et M. Jean-Marie CHABANE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeurs-adjoints de l'unité départementale du Val-de-Marne ;
- M. Alexis RAFA, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale du Val d'Oise, et son adjoint, M. Thomas BLATON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.

ARTICLE 10 : Énergie

- pour le service énergie et bâtiments :

Pour instruire et signer les actes suivants :

- audits énergétiques, les courriers préalables aux mises en demeure et les mises en demeure elles-mêmes, délivrance des audits de performance énergétique auxquels sont soumis les obligés. Ce dispositif fait partie des sanctions prévues à l'article L 2334 du code de l'énergie ;
- l'ensemble des actes administratifs pris dans le cadre des démarches de soutien aux énergies renouvelables, dont les appels d'offre de la commission de régulation de l'énergie et notamment les certificats d'éligibilité du terrain d'implantation des appels d'offre concernant le développement des installations de production d'énergie renouvelables, les autorisations de modification technique ou des montages d'actionariat des projets lauréats conformément au

cahier des charges des appels d'offre et des instructions ministérielles et les courriers de mise en demeure de communication des garanties financières d'exécution des projets lauréats, conformément aux cahiers des charges ;

- les décisions et sanctions relatives au plan de performance énergétique et au contrôle des installations de production d'électricité renouvelable ;
- L'ensemble des actes administratifs pris dans le cadre du label « bas carbone » prévu par le décret n°2018-1043 du 28 novembre 2018 modifié et ses textes d'application, notamment l'arrêté du 28 novembre 2018 modifié, définissant le référentiel du label « Bas-Carbone », dont les décisions de labellisation des projets.

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Thomas BOUYER ingénieur en chef des eaux, des ponts et des forêts, chef du service énergie et bâtiments, et son adjoint, M. Baptiste LORENZI, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Manon HAMELIN-KOVARSKI, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département climat, air, énergie ;

ARTICLE 11 : Bâtiment :

Subdélégation de signature est accordée dans la limite de ses attributions à :

- M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l'état en chef, directeur de la stratégie et des projets immobiliers.
- pour le département bâtiment :

Subdélégation de signature est accordée dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Thomas BOUYER, ingénieur en chef des eaux, des ponts et des forêts, chef du service, et son adjoint, M. Baptiste LORENZI, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Nathalie BOUSQUET, ingénieure principale territoriale, cheffe du département bâtiment ;
- Mme Dominique RITZENTHALER, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, adjointe au responsable du département bâtiment ;
- M. Sébastien OLARTE, architecte urbaniste de l'État, responsable du département patrimoine immobilier (DPI).

ARTICLE 12 : Autorisation d'installation d'une enseigne

Pour les actes suivants :

- accord préalable à la délivrance d'une autorisation d'installation d'une enseigne sur un monument naturel, dans un site classé, un cœur de parc national, une réserve naturelle ou sur un arbre,

subdélégation de signature, dans la limite de leurs attributions, est accordée à :

- Mme Lucile RAMBAUD, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, cheffe du service nature et paysage et son adjoint M. Robert SCHOEN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Mme Laurence RUVILLY, attachée principale de l'administration de l'État, cheffe du département sites et paysage du service nature et paysage, et son adjointe Mme Florence MOTTES, architecte urbaniste de l'État, M. Stéphane LUCET, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, chef du département espaces et patrimoine naturels du service nature et paysage, et son adjoint M. Antoine LOMBARD, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement.

**ARTICLE 13 : Pilotage du budget, des effectifs et des ressources humaines,
affaires juridiques et documentation**

■ Pour le service accompagnement et pilotage :

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M Julien PELGE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du service accompagnement et pilotage, et, son adjointe Mme Nadine BONHOTAL attachée d'administration de l'État hors classe ;
- M. Jean-Baptiste PUIGGALI, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des affaires juridiques et de la documentation ;
- M. Gaël AZUMA, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité des affaires juridiques, pour signer tout acte ou pièce nécessaires à la défense des activités des services devant les juridictions administratives et judiciaires et pour présenter des observations orales devant les juridictions ;
- Mme Carine LEBON, personnel non titulaire de catégorie A, chargée de mission juridique, pour présenter des observations orales devant les juridictions.

**ARTICLE 14 : Gestion des ressources humaines. Achats et commande publique.
Logistique et moyens généraux**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le secrétariat général :

- Mme Marie-Laure AYUSTE-PELAGE, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources humaines du secrétariat général délégué auprès de la DiRIF ;
- Mme Catherine CLERC, attachée d'administration hors classe de l'État, secrétaire générale, M. Romuald SEGRETIN, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, secrétaire général adjoint ;
- M. Jean-Baptiste MOTTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, secrétaire général délégué auprès de la DiRIF, et son adjoint M. Tarik TOUGHRAI, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, ainsi que pour présenter des observations devant les comités médicaux et les commissions de réforme ;
- M. Xavier LEJEUNE, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des ressources humaines et des compétences, et son adjointe Mme Martine SADA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de l'unité carrières et rémunérations, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant des attributions du département, ainsi que pour présenter des observations devant les comités médicaux et les commissions de réforme ;
- Mme Nathalie RICHARD, attachée d'administration de l'État, cheffe de l'unité formation, handicap accompagnement et compétences, et M. Tarik MAHJOUBI, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité temps, effectifs, recrutement et mobilité, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant du département en cas d'empêchement du responsable et de son adjointe ;
- M. Bruno LENORMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du département de la logistique et de la gestion immobilière et son adjointe, Mme Corinne DENIS, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- Mme Sylvie GAYRARD, personnel non titulaire de catégorie A, responsable du bureau des affaires juridiques au secrétariat général délégué auprès de la DiRIF, et son adjointe Mme Catherine PERNOIS, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, pour présenter des observations orales devant les juridictions.

■ pour le centre support régional :

- Mme Élisabeth BOULEZ, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, responsable du centre support régional ;
- Mme Frédérique TOUSSAINT, attachée principale d'administration, responsable du

département gestion des ressources humaines et son adjointe, Mme Sandrine GRANDIN, assistante ingénieure de l'enseignement supérieur, responsable de l'unité qualité, et M. Stéphane MEINIER, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité gestion ;

- Mme Cécile CARDOT, attachée principale d'administration de l'État, responsable du centre de prestations comptables mutualisées (CPCM), et son adjointe, Mme Clémence DREVON, attachée d'administration de l'État, responsable du contrôle interne comptable ;
- M. Gaël BINTEIN, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du département systèmes d'information et numérique ;
- M. Ferdinand MEMEVENGY, ingénieur des travaux publics de l'État, et Mme Emmanuelle AIRAUD, attachée d'administration de l'État, adjoints au responsable du département systèmes d'information et numérique.

ARTICLE 15 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région, préfet de Paris à l'unité départementale de Paris

Subdélégation de signature est accordée à M. Raphaël HACQUIN, administrateur général de l'État, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de Paris, et, dans la limite de leurs attributions, à :

- Mme Émilie CAM, architecte urbaniste de l'État, responsable du service aménagement durable et connaissance des territoires ;
- Mme Laurence CACHEUX, attachée d'administration hors classe de l'État, responsable du service patrimoine, paysage et droit des sols ;
- Mme Natacha CARRIER-SCHRUMPF, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service utilité publique et équilibres territoriaux ;
- Mme Chantal GERVAIS, attachée principale d'administration de l'État, responsable de la mission d'appui au pilotage local.

ARTICLE 16 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région à l'unité départementale des Hauts-de-Seine

Subdélégation de signature est accordée pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés à :

- M. Sofiène BOUIFFROR, administrateur de l'État, directeur-adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- Mme Nadia HERBELOT, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, directrice-adjointe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- Mme Claire ROSEVEGUE, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées ;
- M. Michaël PREVOST, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service urbanisme et construction durables, et son adjointe Mme Sophie TCHENG, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Camille MADOIRE-ROUZAUD, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service planification et aménagement des territoires et son adjointe, Mme Claire SAURON, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Anthony JEANNE, attaché principal d'administration, responsable du service éducation et sécurité routière ;
- M. Frédéric SEIGLE, ingénieur de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional Ouest et son adjoint M. François RENAULT, technicien supérieur en chef de l'économie et l'industrie ;
- Mme Muriel LECAT, technicienne supérieure en chef du développement durable, responsable du pôle d'appui au pilotage local.

**ARTICLE 17 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis**

Subdélégation de signature est accordée à M. Laurent CONDOMINES, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. André COUBLE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur-adjoint ;
- M. Olivier ASTIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeur-adjoint ;
- Mme Catherine CHOLLET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées ;
- M. Alaoudine MAYOUFI, ingénieur de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional Nord ;
- Mme Renée CARRIO, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service éducation et sécurité routière, et son adjoint M. Stéphane MUNCH, délégué du permis de conduire et de la sécurité routière ;
- Mme Florence MONFORT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service urbanisme et construction durable, et son adjointe, Mme Céline BARON, attachée principale d'administration de l'État ;
- Mme Mathilde HONORAT, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du service planification et aménagement des territoires, et son adjointe Mme Marie JUILLE, attachée principale d'administration de l'État.

**ARTICLE 18 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale du Val-de-Marne**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions, respectives à M. Jérôme WEYD, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, et M. Jean-Marie CHABANE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeurs adjoints de l'unité départementale du Val-de-Marne pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- Mme Suzanne LECROART, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du service urbanisme et construction durables, et son adjointe Mme Anne-Elisabeth SLAVOV, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Emmanuel FRISON, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du service planification et aménagement des territoires, et ses adjoints Mme Pia LE WELLER, architecte urbaniste de l'État, et M. Olivier COMPAGNET, attaché principal d'administration de l'État ;
- M. Alain MAHUTEAU, délégué principal du permis de conduire et de la sécurité routière, responsable du service éducation et sécurité routières ;
- Mme Isabelle SATIN, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées, et son adjointe Mme Anne Johanny, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Stéphanie HUGON, ingénieure de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional sud ;
- Mme Nadjette GARCIA BENAOUA, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, responsable du pôle d'appui au pilotage local.

**ARTICLE 19 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale de la Seine-et-Marne**

Subdélégation de signature accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à Mme Agnès COURET, ingénieure hors classe de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne, et à ses adjointes, Mme Kim LOISELEUR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines et Mme Clémence JAHANGIR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre

2019.

**ARTICLE 20 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale des Yvelines**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à Mme Delphine DUBOIS, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale des Yvelines, et à son adjointe, Mme Marielle MUGUERRA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019.

**ARTICLE 21 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale de l'Essonne**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Patrick POIRET, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale de l'Essonne, et à son adjointe, Mme Sophie PIERRET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019.

**ARTICLE 22 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale du Val-d'Oise**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Alexis RAFA, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale du Val-d'Oise, et à son adjoint, M. Thomas BLATON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019.

ARTICLE 23

I. - Sont exclus des subdélégations visées dans les articles 2 à 14 :

- les conventions passées avec des collectivités locales, les établissements publics, les opérateurs publics et les agences d'urbanisme ;
- les correspondances ou avis formulés à l'attention des directeurs d'administration centrale ;
- les avis, propositions ou décisions relatifs aux cadres supérieurs de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;
- les mesures de suspension des fonctions et les décisions d'engagement de la procédure disciplinaire à l'égard des agents ;
- l'instruction et les actes relevant de la sanction disciplinaire, ainsi que de l'abandon de poste ;
- les avis, propositions ou décisions relatifs aux cadres supérieurs de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

II. - Sont exclues des subdélégations visées dans les articles 2 à 14, sauf pour les directeurs-adjoints y compris les directeurs des unités départementales :

- les correspondances avec les maires des communes chefs-lieux de département et les présidents d'établissements publics territoriaux (EPT), de communauté d'agglomération ou de communauté de communes ;
- les conventions relatives aux prestations mutualisées, assurées par une entité de la DRIEAT pour le compte d'autres directions de l'État en Île-de-France, y compris en matière immobilière.

III. - Sont exclues des subdélégations visées dans les articles 7 à 14 :

- Les correspondances avec les parlementaires, les anciens ministres, les conseillers régionaux et départementaux, les présidents des associations de maires, la maire de Paris et les maires des

communes chefs-lieux de département ;

- Les correspondances entrant dans le cadre de la négociation du contrat de plan État-région ;

IV. - Sont exclus des subdélégations visées aux articles ci-dessus :

- Les mémoires en défense présentés au nom de l'État à l'occasion des recours formés devant les juridictions administratives et nés de l'activité de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, ou relevant de la délégation de pouvoir consentie au préfet de la région d'Île-de-France en matière de gestion de certains personnels du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement par le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié et les arrêtés du 26 décembre 2019 modifiés susvisés.

Ne sont pas concernées par cette exclusion, et ce pour les activités relevant des articles 3 à 6 ainsi que des articles 11, 13 à 22, les procédures d'urgence prévues au livre V du code de justice administrative.

Par ailleurs, une copie de toutes correspondances avec les autres élus, maires, conseillers municipaux ainsi que de celles concernant le contrôle de légalité et les mémoires produits dans le cadre des procédures d'urgence susmentionnées, sera simultanément adressée au préfet de la région d'Île-de-France.

ARTICLE 24

En vertu de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 75-2022-07-19-00005 du 19 juillet 2022 susvisé, sont exclus de la présente subdélégation de signature les actes, les décisions, les accords, les refus et les avis relatifs aux immeubles de l'État et de ses établissements publics classés au titre des monuments historiques et se rapportant aux opérations et aux projets concernant :

- 1°) le site de la Cathédrale Notre-Dame-de-Paris ;
- 2°) le site du Val-de-Grâce ;
- 3°) le site Fort nouveau de Vincennes.

ARTICLE 25

Les subdélégations accordées au titre de la présente décision sont valables en cas d'intérim exercé par un subdélégué désigné formellement par la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

ARTICLE 26

La décision n° DRIEAT-IDF-2022-0761 du 26 juillet 2022 portant subdélégation de signature en matière administrative est abrogée.

ARTICLE 27

L'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 28 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,

La directrice régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-
de-France

signé

Emmanuelle GAY

Rectorat de l'académie de Versailles

IDF-2022-07-27-00029

portant délégation de signature
au titre du contrôle de légalité des actes des
établissements
publics locaux d enseignement rattachés à la
région d Île-de-France,
dans le ressort de l académie de Versailles



2/2

ARRETE

ARTICLE 1

Au titre du contrôle de légalité des actes des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) rattachés à la région d'Île-de-France, dans le ressort de l'académie de Versailles, délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Benoît VERSCHAEVE**, secrétaire général de l'académie de Versailles, à l'effet de signer les actes délégués par le préfet de la région d'Île-de-France à la rectrice de l'académie de Versailles en matière administrative.

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît VERSCHAEVE, secrétaire général de l'académie de Versailles, délégation de signature est donnée à **Monsieur Michaël CHAUSSARD, Madame Catherine FRUCHET, Monsieur Hervé COMBAZ et Monsieur Erwan COUBRUN**, secrétaires généraux adjoints de l'académie de Versailles, à l'effet de signer les actes délégués par le préfet de la région d'Île-de-France à la rectrice de l'académie de Versailles en matière administrative.

ARTICLE 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît VERSCHAEVE, secrétaire général de l'académie de Versailles, de Monsieur Michaël CHAUSSARD, Madame Catherine FRUCHET, Monsieur Hervé COMBAZ et Monsieur Erwan COUBRUN, secrétaires généraux adjoints de l'académie de Versailles, délégation est également donnée à **Nicolas VOISIN**, chef de la division de l'appui et du conseil auprès des établissements et des services et **Monsieur Xavier CONTOUX**, son adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas VOISIN ou de Monsieur Xavier CONTOUX, délégation de signature est donnée à **Monsieur David POIRIER**, chef du bureau du contrôle de légalité des lycées et du conseil et de l'accompagnement aux EPL (DACES 2), uniquement pour signer les décisions relatives au contrôle des actes administratifs, budgétaires et financiers des lycées de l'académie et de leur chef d'établissement, de manière physique ou électronique.

ARTICLE 4

L'arrêté rectoral n°IDF-2021-02-12-003 du 12 février 2021 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de l'académie de Versailles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région d'Île-de-France.

Fait à Versailles, le 27 juillet 2022

Signé la Rectrice
Charline AVENEL